



PAS SI NET

Objectifs climatiques « zéro émission nette » :
conséquences sur l'équité foncière et
alimentaire

Résumé

De nombreux gouvernements et entreprises adoptent des objectifs climatiques « zéro émission nette » face à l'urgence de la crise climatique. Mais sans définition claire, ces objectifs risquent de reposer sur l'utilisation de vastes étendues de terres dans les pays à faible revenu pour capturer les émissions de carbone et éviter ainsi aux plus grands émetteurs de réduire considérablement leurs propres émissions. L'objectif « zéro émission nette » pourrait devenir un moyen dangereux de faire diversion, susceptible de retarder la réduction des émissions que les entreprises et les pays fortement émetteurs doivent mettre en place d'urgence pour éviter un dérèglement climatique catastrophique. Il pourrait également entraîner une flambée de la demande en terres qui, si elle n'est pas assortie de garanties, risquerait d'exacerber la faim et d'alimenter les inégalités foncières. L'objectif « zéro émission nette » ne doit pas devenir un « vernis vert », mais s'accompagner de véritables actions climatiques synonymes de changement. Il est indispensable de réduire dès maintenant les émissions de carbone. Les solutions climatiques basées sur le foncier doivent suivre des approches qui privilégient la production alimentaire afin d'atteindre le double objectif « zéro faim, zéro émission ».

© Oxfam International août 2021

Ce résumé a été rédigé par Max Lawson et le rapport complet par Aditi Sen et Nafkote Dabi avec les contributions précieuses de : Kiri Hanks, Kristen Hite, Max Lawson, Tim Gore, Robert Hogle, Bertram Zagema, Marco Herman, Armelle Le Comte, Alba Saray Pérez Terán, Barbara Codispoti, Stephanie Burgos, Pubudini Wickramaratne, Lies Craeynest, Ruth Mhlanga, Clemence Abbes, Jacobo Ocharan, Tracy Carty, Kai Tabacek, Ruth Mayne, James Morrissey et Helen Bunting. Oxfam remercie Kristal Jones pour l'analyse des données, Peter Riggs et Doreen Stabinsky de CLARA, Kai-Uwe B. Schmidt, Qi Zheng, Mark Turner, Michael Thompson de C2G, Richard King de Chatham House, Charlie Kronick de Greenpeace, Martha Stevenson et Christa Anderson de WWF pour leurs commentaires.

Ce rapport fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives aux politiques de développement et humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-780-2 en août 2021.

DOI : 10.21201/2021.7796

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand et Jérôme Richard)

Photo de couverture : Village de Soubo - Commune d'Ouahigouya - Burkina Faso.

Aguiratou Ouedraogo est agricultrice. Âgée de 39 ans, elle est la mère de sept enfants. Elle collecte de l'eau à un puits pour arroser ses cultures maraichères, avec l'aide d'une autre agricultrice avec qui elle partage sa parcelle. © Matias Tellez/Oxfam.

RÉSUMÉ

Lucy Njeri vit dans la vallée du Rift au Kenya. Fin mai, ses semences ont commencé à germer avec l'arrivée de la pluie. Mais au lieu de perdurer pendant la longue saison des pluies, les précipitations se sont arrêtées après une semaine. Depuis, Lucy scrute chaque jour l'horizon dans l'espoir de voir arriver la pluie. La récolte de haricots est déjà dévastée. Elle nourrit de minces espoirs pour le maïs, si tant est que la pluie finisse par se montrer. Dans le cas contraire, rien d'autre ne pourra être planté avant l'année prochaine et ce sera la famine pour beaucoup.

« Pour nous, le changement climatique est bien réel. Il est déjà là. Et il sème la faim. »

– Lucy Njeri

Chaque semaine, un nouveau pays ou une nouvelle entreprise annonce sa volonté de parvenir à « zéro émission nette » pour contribuer à stopper le dérèglement climatique. Ces déclarations, souvent reprises sans l'once d'une critique dans les médias, peuvent sembler tout à fait louables. Mais en l'absence de définition claire, ces stratégies pourraient devenir un moyen dangereux de faire diversion, susceptible de mettre en péril l'avenir de la planète.

Le gouvernement britannique figurait parmi les premiers pays du G7 à prendre un tel engagement en 2019 et profite de sa présidence de la COP26 à Glasgow pour obtenir des engagements similaires d'autres pays. À l'heure actuelle, plus de 120 pays, dont les États-Unis, la Chine, le Japon et certains pays de l'UE, se sont engagés à atteindre l'objectif « zéro émission nette » à l'horizon 2050¹. Une nuée d'entreprises et d'investisseurs se sont également fixé des objectifs zéro émission nette pour leurs activités, notamment British Airways, Mars, Unilever, Citigroup, BlackRock, Shell et BP.

En théorie, cet objectif zéro émission nette est une quête louable et la limitation du réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C nécessitera d'allier réduction et élimination des émissions. Il est néanmoins frappant de voir ce que le simple terme « nette » peut dissimuler. Car « zéro émission » et « zéro émission nette » *ne signifient pas* la même chose. Dans de nombreux cas, les objectifs « zéro émission nette » s'apparentent à un exercice de *greenwashing* qui s'accommode du statu quo.

Les objectifs zéro émission nette ont le vent en poupe, car ils confèrent aux chef-fe-s de gouvernements et aux dirigeant-e-s d'entreprises ce qu'ils/elles recherchent désespérément : un moyen pratique de paraître déployer des mesures considérables pour stopper la catastrophe climatique tout en se gardant bien de le faire.

Nous avons besoin d'une réduction immédiate, substantielle et irréversible des milliards de tonnes de carbone que ces pays et entreprises rejettent chaque jour dans l'atmosphère.

Pour atteindre les objectifs fixés dans l'Accord Paris, il faudrait que le monde soit en bonne voie pour réduire de près de moitié les émissions de

carbone d'ici 2030, avec les coupes les plus franches réalisées par les plus forts émetteurs. D'après les estimations actuelles, nous n'avons réduit les émissions que de 1 % par rapport aux niveaux de 2010².

À l'automne, les gouvernements se réuniront à Glasgow (Écosse) à l'occasion de la conférence sur le climat pour faire le point sur l'Accord de Paris de 2015. Pour sauver notre planète et préserver des millions de vies humaines, il est essentiel de ne pas permettre aux gouvernements et aux entreprises de s'en sortir avec d'obscurs objectifs « zéro émission nette ». Ils doivent être constamment et implacablement questionnés sur ce qu'ils prévoient de faire pour réduire concrètement leurs propres émissions de carbone. Que vont-ils mettre en place maintenant, et l'année prochaine ? Quelles réductions franches et profondes des émissions de carbone envisagent-ils d'ici 2025 et 2030 ? Quand et comment comptent-ils se détourner des énergies fossiles ?

Les objectifs zéro émission nette sont également risqués : au lieu de cibler en priorité les actions permettant de réduire les émissions de carbone - par exemple en mettant rapidement un terme à l'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz pour produire de l'électricité, et du pétrole pour alimenter les réservoirs des véhicules - ils s'appuient sur d'autres méthodes pour éliminer le carbone de l'atmosphère. Une telle approche permet aux pays et aux entreprises de continuer de polluer, car les millions de tonnes de carbone que leurs usines et leurs centrales rejettent seront éliminées de l'atmosphère d'une manière ou d'une autre, ce qui compense leur pollution et valide leur prétendu objectif zéro émission nette.

Problème : ce mode d'élimination du carbone repose soit sur de nouvelles technologies non éprouvées, soit sur un niveau d'utilisation des terres totalement irréaliste qui provoquerait des famines massives et le déplacement de nombreuses personnes dans le monde.

Malgré l'engouement suscité par les nouvelles technologies censées nous débarrasser de la nécessité d'arrêter de rejeter du CO₂ dans l'atmosphère, aucune ne semble taillée pour être déployée à grande échelle³. Le seul moyen éprouvé pour éliminer le carbone de l'atmosphère consiste à utiliser la terre en faisant pousser des milliards d'arbres pour stocker le carbone dans la végétation et le sol.

Si l'arrêt de la déforestation et la réhabilitation et la gestion durables des terres (chaque fois que cela est possible) sont évidemment une bonne chose et apportent d'énormes avantages sociaux et environnementaux, il est mathématiquement impossible de planter suffisamment d'arbres pour atteindre les objectifs zéro émission nette cumulés annoncés par les gouvernements et les entreprises, car il n'y a tout simplement pas assez de terres.

La terre est une ressource limitée et vitale pour la culture vivrière. Elle occupe une place centrale dans les moyens de subsistance de millions de petits agriculteurs et petites agricultrices et des communautés locales à travers le monde.

- D'après les calculs d'Oxfam, la superficie totale requise pour stocker le carbone pourrait être cinq fois supérieure à la superficie de l'Inde, soit l'équivalent de la totalité des terres cultivées sur la planète⁴.
- L'analyse d'Oxfam montre que plusieurs pays et entreprises misent sur les terres et les puits de carbone naturels pour atteindre les objectifs zéro émission nette. Les plans de l'UE s'appuient sur les forêts et la nature pour absorber 225 millions de tonnes équivalent CO₂, ce qui nécessiterait jusqu'à 90 millions d'hectares si les pays de l'Union s'en remettaient uniquement à la reforestation pour atteindre cet objectif⁵.
- Oxfam a analysé les objectifs zéro émission nette des quatre plus grandes entreprises productrices de pétrole et de gaz (Shell, BP, TotalEnergies et Eni)⁶. À eux seuls, leurs plans pourraient nécessiter une superficie deux fois supérieure à celle du Royaume-Uni. Si l'ensemble du secteur du pétrole et du gaz adoptait des objectifs similaires, cela nécessiterait des terres d'une superficie avoisinant la moitié de celle des États-Unis, soit un tiers des terres arables dans le monde⁷.



Il est fort probable que l'explosion des engagements « zéro émission nette » provoque une nouvelle flambée de la demande en terres, surtout dans les pays à revenu faible et intermédiaire, ce qui pourrait entraîner des déplacements de masse et une faim aiguë.

En Inde par exemple, des terres traditionnelles ont été réquisitionnées aux fins de boisement et les communautés qui exploitaient légalement ces terres ont été expulsées de force et laissées sans abri. Ces conflits affectent près d'un demi-million de personnes parmi les populations tribales et forestières⁸.

Au lieu d'utiliser les terres pour stocker le carbone et faire passer les gros émetteurs pour de bons élèves alors qu'ils s'épargnent tout véritable effort pour réduire leurs émissions, il faut gérer les terres afin de lutter simultanément contre le changement climatique et la faim tout en

renforçant les droits et la résilience des communautés. Le succès rencontré par des approches agro-écologiques comme l'agroforesterie au Sahel démontre qu'il est possible d'allier zéro faim *et* zéro émission⁹.

Nous savons que le changement climatique a déjà commencé. Si nous ne prenons pas dès maintenant des mesures d'envergure, notre avenir est promis à la faim, à des températures extrêmes, à des inondations, à des tempêtes et à des épisodes de sécheresse¹⁰.

Mais il est encore possible d'éviter le pire. À la COP26 de Glasgow, des réductions réelles, transparentes, concrètes et assorties de délais peuvent être décidées pour 2030. Une myriade d'engagements peu solides pour atteindre zéro émission nette d'ici 2050 et au-delà risquent de dédouaner gouvernements et entreprises de leurs responsabilités en substituant l'illusion de l'action au travail difficile qui doit être entrepris immédiatement pour prévenir une catastrophe climatique.

Oxfam formule les recommandations suivantes :

- **Il faut intensifier les efforts déployés pour réduire les émissions de carbone à court terme (d'ici 2030).** À moins que les plus forts émetteurs de dioxyde de carbone n'agissent de toute urgence pour réduire de moitié les émissions d'ici 2030, un dérèglement climatique incontrôlé sera inévitable.
- Le **G20 doit privilégier une action climatique ambitieuse** à l'approche de la COP26 à Glasgow pour s'assurer que le réchauffement climatique ne dépasse pas 1,5 °C.
- **Les entreprises doivent avant tout réduire les émissions dans leurs propres activités et chaînes d'approvisionnement.** Une action ambitieuse pour réduire les émissions d'ici 2030 requiert de **mettre un terme aux subventions accordées pour produire des énergies fossiles.** Le secteur des énergies fossiles ne peut pas instrumentaliser l'objectif zéro émission nette pour entretenir le statu quo.
- Il faut fixer des **objectifs transparents** qui opèrent une distinction entre réduire les émissions et stocker le carbone, au lieu de brouiller les pistes avec des objectifs à court (2030), moyen (2040), et long termes.
- **L'affectation des sols doit garantir l'éradication de la faim.** Les terres et la nature sont des éléments importants de la solution climatique, mais là où des terres sont utilisées pour atténuer le dérèglement climatique, la priorité doit être donnée à la sécurité alimentaire et au renforcement de la résilience des petits agriculteurs et petites agricultrices qui dépendent des terres. Les solutions basées sur la nature doivent renforcer les droits et les moyens de subsistance des communautés locales, protéger les écosystèmes et être soumises à de solides mesures de protection sociale et environnementale qui garantissent que les communautés locales, les peuples autochtones et les défenseurs et défenseuses qui œuvrent en première ligne ont leur mot à dire.

NOTES

- 1 Energy & Climate Intelligence Unit (ECIU) et Oxford Net Zero (2021), *Taking Stock: A global assessment of net zero targets*. https://ca1-eci.edcdn.com/reports/ECIU-Oxford_Taking_Stock.pdf?mtime=20210323005817&focal=none
- 2 D'après le rapport de synthèse des NDC des Nations Unies publié en février 2021 : <https://unfccc.int/fr/news/le-premier-rapport-de-synthese-des-ndc-appelle-a-une-plus-grande-ambition-climatique>
- 3 Friends of the Earth Scotland, Global Witness et Tyndall Centre (2021), *A Review of the Role of Fossil Fuel Based Carbon Capture and Storage in the Energy System*. Résumé de la recherche. <https://foe.scot/wp-content/uploads/2021/01/CCS-Research-Summary-Briefing.pdf>
- 4 Les terres utilisées exclusivement pour stocker le carbone et susceptibles d'entrer en concurrence avec la production alimentaire pourraient couvrir jusqu'à 1,62 milliard d'hectares, soit plus que la totalité des terres arables actuelles. L'Inde a une superficie de 328,7 millions d'hectares.
- 5 Facteurs pris en compte dans les calculs : une forêt tempérée peut absorber entre 2,5 et 7,5 tonnes de CO₂ par hectare.
- 6 On estime que Shell, TotalEnergies, Eni et BP auront besoin de 50 362 000 à 69 400 000 hectares de terres pour stocker le carbone, soit deux fois la superficie du Royaume-Uni (24 millions d'hectares).
- 7 L'ensemble du secteur du pétrole et du gaz aurait besoin d'environ 500 millions d'hectares, soit la moitié de la superficie des États-Unis (983 millions d'hectares) ou un tiers des terres arables dans le monde (1,62 milliard d'hectares).
- 8 T. Worsdell et K. Sambhav (2020), *Locating the Breach: Mapping the nature of land conflicts in India*. Land Conflict Watch, Rights and Resources Initiative, et Oxfam Inde. <https://www.oxfamindia.org/knowledgehub/workingpaper/locating-breach-mapping-nature-land-conflicts-india>
- 9 J. Magrath (2020), *Regreening the Sahel: A quiet agroecology revolution*. Oxfam GB. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/regreening-the-sahel-a-quiet-agroecological-evolution-621091/>
- 10 GIEC (2018), *Rapport spécial sur le Réchauffement planétaire de 1,5 °C*. <https://www.ipcc.ch/sr15/>

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale composée de 21 organisations qui, aux côtés de ses partenaires et alliés, vient en aide à des millions de personnes dans le monde. Ensemble, ils luttent contre les inégalités afin de mettre un terme à la pauvreté et à l'injustice, maintenant et sur le long terme, pour un avenir à égalité. Pour plus d'informations, veuillez contacter l'une des organisations ou vous rendre sur www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombia (lac.oxfam.org/countries/colombia)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

KEDV (www.kedv.org.tr)